

# Discours de Jean Monnet

## le 9 juin 1955

### à Luxembourg

Après deux ans et demi de présidence à la Haute Autorité de la Communauté du charbon et de l'acier, je quitte Luxembourg où nous avons été si bien reçus et où nous avons bien commencé à travailler. Le nouveau président, monsieur René Mayer, prend sa charge demain et je n'ai pas de doute que ce qui a été commencé voici maintenant deux ans et demi sera continué.

Ce qui a été commencé, c'est les États-Unis d'Europe. Je crois qu'il est très important que chacun de vous se rende bien compte de ce que veut dire, pour lui-même et pour ses enfants, dans l'avenir prochain, la création de la Communauté du charbon et de l'acier et des États-Unis d'Europe.

Les États-Unis d'Europe, c'est l'union fédérale des peuples et des pays européens dans un marché de 160 millions de consommateurs. La Communauté du charbon et de l'acier en est le commencement et c'est la seule institution fédérale qui existe en Europe.

Récemment, une conférence a réuni à Messine les ministres des Affaires étrangères des six gouvernements et ils ont pris là des résolutions sur ce qu'on appelle la relance européenne. Les décisions finales n'ont pas été encore arrêtées, mais il faut nous rendre compte que c'est déjà un point important que six pays soient d'accord sur les objectifs. Je reviendrai prochainement sur la manière d'atteindre ces objectifs et sur le point de savoir si cette manière conduit vers les États-Unis d'Europe.

Je crois que de la création des États-Unis d'Europe, d'un marché commun européen aussi grand que le marché américain, dépend la prospérité des peuples de l'Europe, le bien-être des travailleurs et la solution de nos problèmes.

Je ne crois pas que nous puissions résoudre nos problèmes par un effort purement national et l'expérience que nous avons faite à la Communauté du charbon et de l'acier depuis deux ans nous le montre, et ceci vaut pour tous les pays d'Europe, quels qu'ils soient.

Je ne pense pas que les États-Unis d'Europe doivent se limiter à nos six pays. La Communauté du charbon et de l'acier non plus, mais c'est un commencement que nous ne demandons qu'à étendre à tous ceux qui voudront accepter les mêmes règles et les institutions qu'ont acceptées déjà nos six pays.

Je crois que c'est en continuant à progresser concrètement que nous déterminerons les solutions techniques des problèmes multiples qui se posent. Ce qui importe, c'est de savoir se déterminer, c'est de décider que nous ne retournerons pas à la Société des Nations et que nous allons dans la direction des États-Unis d'Europe.

Il est très important que l'opinion publique comprenne la différence entre ces deux perspectives : l'une est l'avenir, est le progrès. L'autre, le retour aux méthodes du passé dont nous avons connu l'inefficacité et qui ont entraîné la guerre.

Je crois que chacun de nous doit s'employer dans son milieu à faire aboutir cette idée. Je crois qu'il n'y a rien de plus important pour notre avenir à tous, pour le progrès social, pour assurer la coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest que d'aller rapidement vers les États-Unis d'Europe.

En quittant Luxembourg, je rentre en France et j'ai l'intention bien ferme de continuer du dehors l'action que je me suis efforcé de poursuivre à l'intérieur de la Haute Autorité.